

## Il va falloir rendre des comptes...

Face au mécontentement populaire qui pose la question de la justice fiscale et de la rémunération du travail, le gouvernement fait du zèle pour éviter que le patronat et les actionnaires ne soient montrés du doigt. Le débat est biaisé et les mesures annoncées sont toutes aux frais du contribuable, jamais des patrons.

Face à la puissance de l'argent, nous devons construire la puissance du nombre ! C'est le seul moyen d'imposer les vrais sujets. Que ce soit par la rue, l'occupation des ronds-points, ou par les négociations d'entreprise, les employeurs et les actionnaires ne rendront de comptes que s'ils y sont contraints. L'Ugict, la CGT des ingénieurs, cadres et TAM, décrypte les raisons de la colère ...

### TOUT VA TRÈS BIEN, MADAME LA MARQUISE

Alors que depuis plusieurs semaines, les questions de pouvoir d'achat et donc des salaires, de justice fiscale, d'accès aux services publics, sont au cœur de l'actualité, les entreprises du CAC 40 se payent le luxe d'afficher sans scrupules le versement de 57 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2018, soit une hausse de 13 %.

Tout cela sans que le gouvernement n'envisage la moindre remise en question des différents dispositifs d'allègement de cotisations, à l'image du CICE qui vient d'être transformé en allègement de cotisations pérenne pour « réduire le coût du travail » et, soi disant, améliorer la compétitivité des entreprises.

Ces mécanismes sont pervers car ils ne prennent en charge que les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC sans la moindre contrepartie ou contrôle de la part de l'État. Certaines entreprises qui dégagent des bénéfices et des dividendes sont ainsi éligibles au CICE.

Pour rester éligibles aux exonérations, les entreprises sont donc incitées à maintenir la masse salariale, notamment en refusant les augmentations de salaires.

Enfin, ces différents dispositifs créent un important manque à gagner en termes de recettes pour l'État, pour les organismes de sécurité sociale et d'assurance-chômage.

## Nouveau monde VIEILLE RECETTE

Pour éviter que les revendications et les mécontentements sociaux et démocratiques ne convergent en puissant mouvement :

1. Opposez des catégories de salarié-e-s entre eux.
2. Désignez des coupables et des privilégié-e-s de votre choix.
3. Faites mijoter en ajoutant une pincée de violences.
4. Saupoudrez d'une dose de communication aux frais de l'État et de poudre de perlimpinpin .



## SOLIDARITÉ OU CHARITÉ A MINIMA ?

Pour répondre aux obligations d'économies que doit réaliser l'UNEDIC (1,3 milliard d'€/ an, sur 3 ans), il y aurait une solution miracle : la dégressivité de l'allocation chômage des cadres ! La preuve : il y a une poignée de hauts cadres qui gagnent très (trop ?) bien leur vie.

### C'est oublier que :

- L'encadrement, au sens large, c'est aujourd'hui près d'un salarié-e sur 2 en France.
- 25 % des cadres gagnent moins de 40k / an.
- En moyenne, les salaires des jeunes sont :
  - au niveau Licence : 22K / an
  - au niveau Master : 30K / an
- En global, les cadres contribuent plus qu'ils ne perçoivent du système d'assurance chômage.
- Baisser les droits des uns n'aide en rien la situation des autres.

## PAYEZ LES QUALIFICATIONS !

L'Ugict-CGT revendique :



## L'INJUSTICE DU SIÈCLE !

# 25,7 %

d'écart de rémunération entre les femmes et les hommes cadres.

# 40 %

d'écart de pension à la retraite, en moyenne.



Faute de sanctions effectives,

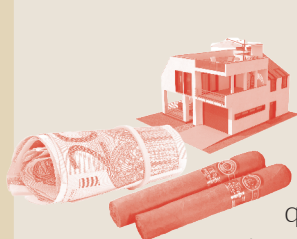
## 600 entreprises sur 1000

n'ont ni d'accord, ni plan d'action en matière d'égalité salariale entre les femmes et les hommes, mais seulement

## 2 sur 1000

sont sanctionnées.

## TEST : QUI SONT LES VRAIS PRIVILÉGIÉS ?



# 1 %

# ou

# 6 000 000

de très riches qui concentrent 17 % du patrimoine immobilier et financier et les 350 000 ex-redevables de l'Impôt Sur la Fortune ?

de foyers qui vont peut-être continuer à payer la taxe d'habitation malgré l'annonce de sa suppression, et servir ainsi la communication d'un gouvernement qui fait semblant de répondre aux exigences de justice sociale ?

La réponse est dans la question...

# 80 000 000 000 €

 nous sont volés chaque année en fraude et en évasion fiscale.

# 100 000 000 000 €

 de manque à gagner, à cause des 500 niches fiscales qui ruinent la progressivité de l'impôt.

# Faisons payer les 1 % les plus riches et les multinationales !

REJOINDRE LA CGT INGÉS CADRES TECHS : [UGICT.CGT.FR/SE-SYNDIQUER](http://UGICT.CGT.FR/SE-SYNDIQUER)

